

<http://divergences.be/spip.php?article665>



Pierre Sommermeyer

Le G8 à Hokkaido, Japon !

- Archives - Archives Générales 2006 - 2022 - Thématiques - Pierre Sommermeyer, Textes -

Date de mise en ligne : mardi 15 janvier 2008

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

Texte paru dans *le Monde libertaire* de fin d'année 2007-2008.

http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH275/no_g8_top_org_000-3-2001c.jpg

Le G8 voyage ! Enfin, tous les ans, sa réunion change de place. Après Rostock en Allemagne ce sera « l'année prochaine à Hokkaido », au Japon, du 7 au 9 juillet.

Il a été à Gênes, à Évian, à Saint-Pétersbourg, et en bien d'autres lieux. Pour 2008 il retourne au Japon où il avait déjà été en 2000, à Okinawa. L'endroit a bien été choisi. Comme sur l'île d'Okinawa, il suffira de fermer le détroit maritime pour éviter l'afflux de manifestants. Pourtant, les anarchistes japonais sont déjà en train de se mobiliser. Il suffit de se rendre sur ce site web <http://a.sanpal.co.jp/no-g8/> pour y trouver d'abord un poster appelant à contrer cette nouvelle manifestation des grands de ce monde et par la suite des informations à propos des manifestations. Mais nous à l'autre bout de la planète, que savons-nous de cette partie du monde ?

L'Extrême-Orient, c'est loin !

C'est l'occasion de faire un tour d'horizon de cette région du globe. Ce n'est pas un hasard si les puissants qui nous gouvernent reviennent en Extrême-Orient. C'est bien là que se joue l'avenir du monde. La globalisation, comme l'appellent les anglophones, la mondialisation, comme nous disons, a fait rentrer dans le monde quelques milliards d'individus. Nous étions habitués au modèle japonais dont on nous a rebattu les oreilles pendant des années avec sa « magnifique organisation du travail ». Aujourd'hui, c'est la Chine dont on nous conte les merveilles du fait de son nombre de consommateurs potentiels. Il y a donc ce pays, certes, mais aussi, bien sûr, le Japon et puis la Corée du Sud, tellement en avance économiquement et politiquement sur sa sœur du Nord. Cette dernière va certainement devenir dans les années qui viennent un formidable champ d'investissement tant elle est dans une situation dramatique. Puis il y a aussi toute cette péninsule qui dans notre imaginaire s'appelle encore l'Indochine. Il y a le Vietnam, le Laos, le Cambodge. Tous ces pays sont dans la zone d'influence chinoise. À ses limites on trouve l'Indonésie et les Philippines. Plus loin, mais beaucoup plus rattachée qu'on ne peut le croire, il y a l'Australie. Cette partie du monde rassemble près de 2 milliards d'individus. Pour rappel, la France éternelle, c'est 60 millions de personnes.

Dans cette région du monde des alliances se sont formées depuis des années, des endroits de conflits perdurent à travers le temps. Mais le capitalisme financier joue un rôle unificateur, je n'oserais dire pacificateur, qu'il ne faut pas sous-estimer. Simultanément les luttes sociales ont pris de l'ampleur, sans que l'on en sache trop à leur propos en Europe. L'Extrême-Orient, c'est loin !

Cela fait cinquante ans que le sud de la péninsule indochinoise a commencé à se rassembler.

En pleine guerre froide, en 1968, pendant la guerre du Vietnam, cinq pays de cette zone se réunirent pour faire face au communisme. Il s'agissait de l'Indonésie, des Philippines, de la Malaisie, de Singapour et de la Thaïlande. Aujourd'hui, l'affrontement Est-Ouest est terminé. Cette association, l'Asean, est devenue un ensemble prônant le libre-échange et rassemblant 10 pays dont le Laos et le Vietnam, pays communistes s'il en est.

Les affaires n'ont pas d'odeur

En novembre 2007, le Japon a décidé de faire un accord commercial avec l'Asean qui va, selon le ministre japonais

du Commerce, « bien au-delà de la création d'un marché intégré » même si l'accord exclut l'agriculture. Les échanges entre ces deux entités ont dépassé les 160 milliards de dollars en 2006. Ce qui fait du pays du Soleil-Levant le troisième partenaire commercial après les États-Unis et la Chine avec cette alliance. Cet accord prévoit la disparition des barrières douanières réciproques dans les dix à vingt ans qui viennent. La Chine et la Corée du Sud ont déjà, de leur côté, mis sur pied des accords commerciaux depuis plusieurs années. On voit l'importance de ce « marché commun » asiatique et l'on peut déjà augurer de la place qu'il va prendre dans l'économie mondiale. Pourtant, dans ce monde idéal (*sic*) il existe un problème important, c'est celui des relations entre la Chine et le Japon. En dehors de toute référence idéologique, communisme contre capitalisme, il y a le souvenir des horreurs commises par les troupes japonaises pendant la guerre de Chine, sur lesquelles personne ne veut passer l'éponge pour les uns, ou reconnaître les faits pour les autres.

Mais les affaires n'ont pas d'odeur. Le 19 novembre 2007, les deux côtés ont annoncé pour le premier week-end de décembre 2007 une réunion de leurs ministres de l'Économie pour établir à haut niveau un dialogue économique entre les deux pays. Cela augure d'un changement de climat radical. La page semble être tournée avec l'époque pas si lointaine où le Premier ministre japonais se rendait en pèlerinage au mémorial érigé en souvenir des morts de la guerre sino-japonaise dont un certain nombre de criminels de guerre. Les patrons vont pouvoir enfin commercer en paix. Ouf ! Hormis les problèmes territoriaux comme celui de Taiwan, il reste un point de contestation probable dans cet océan de bonnes dispositions, c'est celui de la valeur du yuan, la monnaie chinoise. Toute mise à niveau de la devise de l'empire du Milieu, c'est-à-dire une augmentation de 20 à 30 % de sa valeur d'échange, aurait de telles répercussions à l'intérieur de la Chine que le pouvoir de Pékin ne peut s'y résoudre.

Un tour d'horizon

On touche maintenant au cœur de la situation de chaque pays. Hormis le Japon, où le niveau de vie correspond aux standards euraméricains, partout ailleurs les inégalités et la misère règnent en maître.

Commençons par les Philippines. Archipel de 7 100 îles, dont la surface totale correspond à la moitié de celle de la France, mais avec 30 % en plus de population. La présidente de ce pays vient d'accorder son pardon à son prédécesseur menacé de prison à vie pour avoir cédé à la corruption alors qu'il était au pouvoir (25 octobre 2007). Ce qui a amené un club d'hommes d'affaires locaux à déclarer : « Cette décision renforce l'impression que les puissants sont au-dessus des lois dans notre pays ! » Dans ce pays en confettis les guérillas communistes, indépendantistes ou islamistes font partie du décor. On compte plus de 100 000 morts des suites de ces conflits depuis cinquante ans. Simultanément les différents présidents au pouvoir ont dû faire face soit à des mouvements sociaux importants, soit à des coups d'État militaires dont le dernier (?) date du 29 novembre 2007. Il est difficile de décrire la situation sociale et politique intérieure en dehors des grands courants politiques qui sont inféodés à des familles de grands propriétaires. On peut s'arrêter sur la coalition altermondialiste Freedom from Debt Coalition qui rassemble différents groupes œuvrant contre la dette financière, pour la nationalisation des industries énergétiques et pour le droit à l'accès à l'eau. Il existe aussi un site Indymedia(<http://manila.indymedia.org/>) consacré à l'actualité philippine. Et un infoshop <http://manila-infoshop.mahost.org/> <http://noncollective.blogspot.com/> <http://ayp.subvert.info/index.php>

Des Philippines, passons à l'Indonésie, également formée d'îles. Si le précédent pays était majoritairement catholique, celui-ci est essentiellement musulman, à 80 % de ses 220 millions d'habitants. En 1966, à l'occasion d'un éventuel soulèvement communiste, le général Suharto prend le pouvoir et liquide entre 500 000 et un million de « communistes ». Depuis lors, l'armée contrôle peu ou prou le pouvoir politique qui résulte depuis 1999 d'élections « démocratiques ». La moitié de la population vit avec 2 dollars par jour. Le pays doit importer une grande part de sa consommation d'essence bien qu'il soit un gros producteur de pétrole. Son infrastructure est en trop mauvais état pour qu'il puisse réellement en profiter. Il est au centre de la conférence de Bali qui vient de se dérouler au début de ce mois de décembre 2007 avec le problème de la déforestation.

Les revendications autonomistes sont nombreuses parmi les habitants de ces îles. On se souvient de l'état de guerre

larvée qui avait lieu sur l'île d'Aceh juste avant le tsunami. Cette situation armée existe aussi en Papouasie.

Remontons vers le nord et la péninsule indochinoise où la prépondérance du Vietnam est significative. République socialiste, il s'est ouvert malgré tout au socialisme de marché. Dans la tradition de ce type de régime, il n'y a pas de multipartisme. La seule opposition, ou plutôt résistance visible, paraît être celle incarnée par les communautés religieuses bouddhistes. Il semble, selon les défenseurs des droits de l'homme, que des manifestations de paysans protestant contre la confiscation de leurs terres aient été réprimées de façon particulièrement violente.

Ce pays de 83 millions d'habitants se reconstruit tout doucement après une guerre d'indépendance nationale qui a duré une trentaine d'années. Il s'ouvre par le tourisme (4 % du PIB) vers l'étranger dont il reçoit une aide financière importante, de plus de 7 milliards de dollars annuels, la moitié venant de l'importante immigration vietnamienne.

Pour les États-Unis, le Vietnam n'est plus l'ennemi qu'il fut pendant des années. Dans une déclaration en date de début décembre 2007, le secrétaire d'État américain au Commerce déclarait que ce pays, comme la Chine, « avait démontré une réelle bonne volonté dans l'établissement de relations respectueuses, gagnant-gagnant ».

Cette ouverture au capital international est privilégiée par une série de grands travaux visant à désenclaver un certain nombre de régions. C'est ce qui semble être à l'origine des protestations paysannes. Le système de pouvoir unique, État et parti mêlés, entraîne un enchaînement de corruptions et l'impossibilité d'avoir une information objective sur l'état du pays.

L'influence du Vietnam sur son voisin de l'Est, le Laos, est indéniable. Même système de parti unique, ce n'est pas une république socialiste mais populaire (*sic*) avec un parti unique, révolutionnaire et pas communiste, pour le reste le fonctionnement est identique. Comme son mentor le Laos fait partie de l'Asean. C'est un petit pays, 6 millions d'habitants, qui ne peut prétendre jouer un rôle politique important.

Avant d'arriver en Chine puis au Japon, faisons une halte en Corée du Sud. Coincée entre son voisin chinois et la mer, la péninsule coréenne accueille un pays vieux de plus de deux mille ans. Annexée par le Japon en 1910, il lui faudra attendre la fin de la Seconde Guerre mondiale pour retrouver son indépendance. Dès ce moment, elle sera divisée en deux parties, les Soviétiques au nord et les Américains au sud. La guerre de Corée de 1950 à 1953, premier affrontement indirect de la « guerre froide », divise durablement le pays. C'est à partir de 1960 que le développement économique de la partie sud du pays a lieu à une vitesse étonnante. L'argent investi vient des importants dommages de guerre versés par les Japonais.

Le PNB par habitant classe ce pays de 48 millions d'habitants au 52e rang sur 227, encore loin du Japon, 9e, mais bien au-dessus de la Chine qui est 147e. L'État frère du Nord se classe, lui, au 187e rang.

Depuis 1993, on peut dire qu'un régime démocratique est installé dans ce pays après une longue prépondérance militaire. Si les communistes n'existent pas au sud, un important mouvement social agite régulièrement le pays. Trois grandes confédérations syndicales rassemblent plus de 2 millions de travailleurs. L'ouverture des marchés imposée par l'OMC a frappé de plein fouet le monde paysan, entraînant un exode rural.

2006 a été l'année où les luttes ouvrières ont rencontré les manifestations paysannes. En septembre 2007, une délégation de l'Alliance coréenne contre les accords de libre-échange est venue à Bruxelles protester contre ces accords et chercher des contacts en Europe. Cette alliance rassemble environ 300 organisations, de femmes, étudiants, paysans et ouvriers. La présence d'anarchistes coréens sur le net est indéniable, à tel point qu'un de leurs sites a été fermé par les autorités coréennes en 2002 à cause de son activité antimilitariste. L'anarchisme coréen semble être né en 1919 au contact des anarchistes chinois. Il a joué un rôle important entre les deux guerres et s'est reconstitué après le conflit de 39-45. Aujourd'hui, pour la Corée comme pour les autres pays de l'Extrême-Orient, l'absence d'informations sur l'existence et l'action du mouvement anarchiste se fait sentir d'autant plus que cette

partie du monde semble être appelée à jouer un rôle déterminant dans un avenir assez proche.

Le monde chinois

Il n'est plus possible de parler de ce pays, la Chine, comme on parle de l'Angleterre ou de la France. Nous sommes face à un monde qui nous est bien étranger, habité par un milliard trois cent millions de personnes, selon les chiffres officiels. Les statistiques des pays « socialistes » étant tout sauf fiables, on est dans le domaine des estimations. Ce dont on est sûr, c'est que la situation économique chinoise est à la fois florissante sur les marchés internationaux et en perpétuel déséquilibre à l'intérieur. Je voudrais citer deux chiffres parus dans *Libération* du 4 décembre 2007. La Chine compte fournir 48 % de la consommation mondiale de ciment. Ce pays-monde compte construire « l'équivalent du parc immobilier actuel des quinze pays européens d'avant l'élargissement ». L'autre chiffre concerne le placement sur les Bourses internationales de produits financiers chinois. Il s'agit en l'occurrence d'une levée de fonds faite par la CSST. Derrière des initiales on trouve la China Security & Surveillance Technology Inc. C'est une entreprise spécialisée dans la fabrication de moyens de surveillance à destination de la police chinoise. Le patron de cette compagnie est aussi, selon *Libération*, le responsable du département de la technologie au ministère de la Sécurité publique... il est en outre chargé de la mise en route d'un projet au nom merveilleux : « le bouclier doré ». Sa demande de financement a remporté un franc succès. Les banquiers occidentaux ont dégagé 110 millions de dollars pour permettre la mise en place d'un « big brother » version chinoise. Il existe, toujours selon *Libération*, à la Bourse de New York, une autre compagnie chinoise, financée elle aussi par des fonds occidentaux, spécialisée dans la surveillance d'internet et la reconnaissance faciale, qui travaille aussi pour la police chinoise. Le marché de la surveillance en Chine, toujours selon le même article, devrait passer de 500 millions de dollars aujourd'hui à 43 milliards de dollars en 2010. Selon les officiels chinois, le taux de criminalité est le plus bas du monde. Pour le journaliste de *Libé*, c'est la dissidence qui serait la bête noire de Pékin. Quand on connaît un tout petit peu la situation sociale chinoise, on sait bien qu'il ne s'agit de surveiller ni la dissidence, défendue par les médias occidentaux ni le crime, bien intégré dans le système politique chinois (cf. à ce propos les campagnes anticorruption à répétition). Il s'agit, ni plus ni moins, de pouvoir contrôler la rue et les entreprises car le véritable danger vient de là.

L'intérêt des financiers occidentaux et du pouvoir chinois se rejoint dans la nécessaire « tranquillité » des ouvriers employés dans les entreprises financées par des fonds occidentaux et de plus en plus présentes dans cette partie du monde. La répression forcenée des mouvements sociaux semble avoir porté ses fruits, momentanément. Le *Washington Post* rapporte les dires d'un officiel chinois, selon lesquels les troubles violents auraient diminué de plus de 20 % entre 2005 et 2006. Selon un habitant d'un de ces villages où des affrontements ont causé plusieurs morts parmi les manifestants, cela ne risque pas de recommencer : « Nous sommes effrayés à mort. »

Juillet 2007, une usine d'engrais chimiques, les ouvriers demandent l'application de la loi protégeant leurs droits sociaux. Lors d'une réunion, le représentant de la direction leur assène ceci : « Dans cette usine je suis la loi. »

Novembre 2007, à Shenzhen, un centre de défense des travailleurs migrants a été attaqué et vandalisé à plusieurs reprises par des bandes de malfrats, le responsable étant poignardé à deux reprises.

Bien sûr, tout cela donne une bien mauvaise image de la Chine, tout à l'encontre de celle que voudrait présenter Pékin à l'aube des jeux Olympiques. Car la situation économique globale est en équilibre instable aujourd'hui. La conjonction de l'augmentation du coût de l'énergie, des matières premières agricoles et alimentaires, et la chute du dollar risquent de créer une crise majeure dans une population dont le niveau de vie est bien bas. Les pressions occidentales sur Pékin pour amener ce dernier à réévaluer sa monnaie auraient pour effet immédiat de porter atteinte à la compétitivité de son commerce extérieur et ainsi impliqueraient une baisse du pouvoir d'achat, donc des risques sociaux accrus. C'est dans cette optique-là qu'il faut considérer les contacts entre Chine et Japon.

Vers un axe sino-japonais-indien ?

Le Japon est le pays de cette partie du monde où le jeu de la démocratie est le plus ancien, même s'il reste fragile. Il faut se rappeler qu'il a été imposé par les Américains sur les ruines d'Hiroshima et Nagasaki. C'est aussi le pays le plus développé d'un point de vue capitaliste. Mais les liens économiques privilégiés avec les États-Unis sont en train de se défaire dans la mesure où la croissance américaine est en baisse, conséquence de la crise des « subprimes ». Il faut donc au Japon trouver de nouveaux débouchés commerciaux. Les échanges avec la Chine ont pendant ce temps progressé de plus de 19 % et ceux qui concernent le reste du continent asiatique de plus de 20 %. Les relations avec l'Asean se sont resserrées de façon significative et celles avec le continent chinois vont suivre la même voie. Ce ne sont pas les différends maritimes qui changeront grand-chose à cette évolution, même s'ils concernent des champs pétrolifères.

Par contre, il est probable que les efforts diplomatico-économiques du Japon l'amèneront à éviter un tête à tête solitaire avec la Chine en ouvrant des négociations avec l'Inde. Pékin, du fait de ses différends territoriaux avec New Delhi, préférerait éviter cela et voudrait limiter la zone de libre-échange à l'Asie du Nord-Est. D'ores et déjà, un nouveau « marché commun » semble se dessiner des bords de l'Australie aux confins de l'empire chinois.

Cet ensemble de pays nous concerne particulièrement. La mondialisation de l'économie a propulsé ces milliards d'individus sur le devant de la scène. L'anarchisme doit sortir du monde où il est né et où il s'est développé, le monde euraméricain. Nous savons que nos idées ont été portées, haut et fort, dans l'entre-deux-guerres, tant en Chine qu'au Japon. Nous savons que des pratiques d'action directe furent employées en Inde au cours de la lutte pour l'indépendance. Que nombre de ces techniques furent utilisées à Rostock, contre le G8, l'été dernier. Nous ne pouvons pas faire comme si ces milliards d'individus n'existaient pas. C'est à nous aujourd'hui de faire qu'avec eux notre avenir soit moins désespérant.

Pierre Sommermeyer

(Merci à Sylvie K. pour sa relecture.)